

DU DISCOURS SCIENTIFIQUE AU DIALOGUE ENTRE PRATICIENS : RUPTURE ET EMPRUNTS

par Jean-Pierre Darré

Pour autant qu'il l'ait jamais été, l'ordre des champs n'est plus éternel : il est tout aussi changeant que l'ordre des autres secteurs d'activité. Mais on peut dire aussi que, socialement et culturellement, l'ordre des champs n'est plus rural : il est agricole, professionnel, tout autant que l'ordre de n'importe quel autre secteur d'activité. Par là, l'agriculture rejoint les autres secteurs d'activité. Et par là s'accroît l'intérêt de l'agriculture pour l'étude de certains aspects du travail tels, en particulier, que les relations entre les discours directement issus de la recherche scientifique et l'activité technique concrète des praticiens.

*
**

Dans les établissements d'enseignement ou de formation, on a affaire à des individus. Quand ils seront rentrés chez eux, ceux qui seront devenus agriculteurs habiteront et travailleront, presque toujours, dans une commune où d'autres agriculteurs vivent et travaillent.

Tant qu'ils étaient à l'école, les changements qui pouvaient se produire dans leurs façons de concevoir les choses dépendaient pour l'essentiel de leurs relations avec leurs enseignants et leurs camarades de classe. Quand ils seront devenus agriculteurs, les changements qui vont se produire dans leurs façons de concevoir les choses dépendront, pour l'essentiel, de leurs relations avec les agriculteurs de leur environnement immédiat, soit de façon directe, soit par l'intermédiaire des conseils et exemples familiaux.

Ce phénomène n'a pas à être déploré. (Comme on dit : « *Après le collège, les jeunes sont repris par les préjugés et l'inertie du milieu* »). Il est inévitable et surtout, il est nécessaire, et la pénétration croissante de techniques nouvelles ne réduit pas cette nécessité pour les agriculteurs, mais au contraire la renforce.

L'importance accrue des échanges d'idées entre agriculteurs - dont nous montrerons pour commencer les raisons et les effets - conduit à poser la question de savoir si les enseignements agricoles prennent en compte cette *forme d'utilisation* des connaissances qu'ils transmettent, ou s'ils l'ignorent, en espérant leur disparition. En second lieu, vient la question de savoir quelles orientations des enseignements cette prise en compte pourrait entraîner.

DES CONVERSATIONS DE VILLAGE AUX CONVERSATIONS DE MÉTIER

« *Les communautés villageoises* » ne sont plus ce qu'elles étaient. Les uns regrettent ces sociétés perdues et cherchent en vain les signes de leur renaissance, tandis que pour d'autres, tout rappel de l'existence du village ou de la commune, comme réalité sociale, n'est que rêve suspect. La nostalgie des uns, comme le désir d'être réaliste et moderne des autres, risquent de les rendre aveugles au fait que la forme qui disparaît fait place à une autre organisation sociale. En effet, les communautés rurales, dominées sans partage par les activités agricoles, n'existent plus en France que comme traces. Mais ce dépérissement de la ruralité traditionnelle s'est accompagné de l'émergence, par différenciation, d'un *groupe professionnel* agricole.

L'un des traits originaux de l'agriculture tend ainsi à disparaître : la communauté d'habitat ne se confond plus avec une activité à laquelle tout le monde, d'une façon ou d'une autre, est lié, et l'agriculture constitue, au sein des communes rurales une réalité économique, sociale et culturelle distincte et relativement autonome.

Cependant, pour les agriculteurs, le niveau du territoire communal, dans sa réalité matérielle et sociale, a gardé sa pertinence, même s'il a changé de sens : les agriculteurs d'une même commune, d'une façon générale, constituent et ont conscience de constituer une unité sociale active [1].

C'est cela, cette conscience que les sujets en ont, qui autorise à parler d'un *groupe professionnel*, ce qui n'implique évidemment pas l'absence de conflits ou de luttes internes, et encore moins que tous y aient les mêmes relations avec tous.

L'émergence de tels groupes professionnels est due à deux ordres d'évolutions liées.

En premier lieu, la composition sociale des villages a changé. L'agriculture n'est plus l'activité dominante

Les chiffres entre crochets renvoient aux notes bibliographiques en fin d'article.

dans la plupart des communes rurales, de telle sorte que les ruraux non agricoles ne sont plus, comme naguère, associés d'une façon ou d'une autre aux activités agricoles. Aujourd'hui, les ruraux sont de plus en plus souvent étrangers à l'agriculture, souvent indifférents, parfois même méprisants ou hostiles, souvent sans moyens ou sans désirs de dépasser avec un agriculteur parlant de son métier le niveau des échanges sur le temps qu'il fait.

Avant, tout le monde au village partageait, sinon la même compétence à faire, du moins une compétence commune pour en parler, avec l'assurance réciproque qu'*« on parlait bien de la même chose »*, qu'on donnait aux mots et aux choses le même sens. Aujourd'hui, on ne peut parler métier au village qu'entre gens du métier : les échanges d'observations, d'idées ou d'expériences ont cessé d'être l'affaire de tout le monde, pour devenir l'affaire des groupes professionnels.

La « *différenciation* » du groupe agricole ne procède pas seulement de ces changements dans les villages. Elle procède aussi de changements propres aux activités agricoles. Nous voulons parler de l'accroissement de technicité, ou de spécificité technique de ces activités, et de leur distance croissante à ce que pouvait être une culture locale. Les sources sont de moins en moins villageoises, les sujets ou notions se renouvellent souvent, et ils ne se réfèrent pas seulement aux objets que tout le monde peut voir, la terre et l'eau, la croissance des plantes ou l'état des animaux : les interrogations sur la sensibilité de la variété Gala aux fusarioses, sur la relation entre l'ensilage et le taux de butyrique dans le lait, ou sur les quotas, ne peuvent être que des sujets de conversation professionnelle. L'émergence d'un groupe professionnel agricole dans les communes rurales s'opère donc par cette double différenciation : d'un côté les liens de la collectivité à l'activité agricole dépérissent ou disparaissent, et de l'autre les connaissances propres au métier se distinguent des connaissances communes locales. La culture technique locale à laquelle se trouve confrontée la culture technique « officielle », n'est plus celle d'une communauté d'habitat, mais d'un groupe professionnel au sein de cette communauté.

Un deuxième changement, intimement lié à l'émergence du groupe professionnel et en particulier à l'évolution des thèmes de conversations techniques, porte sur les *fonctions et la nature des échanges* interpersonnels. Ce changement a pour origine l'accroissement, dans le travail agricole, de la part des activités de production de normes, par rapport aux activités normalisées.

Par *production de normes*, nous entendons la constitution du cadre, relatif à la vision des choses et aux actes possibles, selon lequel s'orienteront les activités normalisées. C'est en gros, l'opposition conception et exécution, mais en prenant garde que les activités normalisées comprennent aussi des opérations intellectuelles (calculer,

évaluer une situation, choisir le programme d'exécution adapté, etc.).

On peut éclairer ce dont il s'agit à partir d'une situation exemplaire : l'introduction d'une nouvelle technique. Les changements techniques sont fréquents et importants dans l'agriculture : introduction d'outillages, de cultures, de techniques de conduite d'une culture, de méthodes d'alimentation des animaux, de conduite des troupeaux, etc. Les agriculteurs doivent donc constamment, non seulement se décider à introduire ces changements dans leur travail et dans l'organisation de la production, mais aussi adapter leurs façons de concevoir les choses à ces nouvelles techniques. (Phénomène à la fois plus aisément et plus fréquemment observable dans l'agriculture que dans d'autres secteurs d'activité). Toute introduction d'une nouveauté technique implique *une re-élaboration de la façon de concevoir la réalité et d'évaluer les actes*, une révision des normes dans ces deux domaines. Lorsque la conduite des surfaces fourragères et les techniques de conservation changent, le système de pensée qui justifie et conduit les actes doit, lui aussi, changer. Ou plus exactement : *les agriculteurs eux-mêmes doivent changer* leurs normes relatives aux façons de penser et d'agir, pour retrouver la maîtrise de leurs actes. La raison pour laquelle les agriculteurs sont nécessairement conduits à construire leur propre système de connaissance, associé à la matérialité d'une technique, réside dans le fait que *la connaissance scientifique n'est pas pertinente pour conduire les actes techniques* [2]. Elle est pertinente pour justifier la prescription, en amont de la prescription. Mais ce que fait l'agriculteur, en tant que praticien, est conduit par une organisation conceptuelle construite non à partir du discours scientifique, mais *à partir* des expériences antérieures et des expériences actuelles propres au groupe professionnel, auxquelles ce groupe intègre des matériaux issus du discours scientifique-technicien associé à la nouveauté technique.

Lorsque des éleveurs quittent un système fourrager à base de foin et de betteraves pour un nouveau système à base d'ensilage (conservation humide de l'herbe ou du maïs plante entière), associé à l'acquisition de vaches laitières beaucoup plus performantes, ils intègrent peu à peu les notions propres au nouveau système, telles que ration, ration de base, complémentation, équilibre de la ration, en les transformant, au moins dans un premier temps, pour qu'elles prennent place dans le système de pensée associé au vieux système fourrager [3].

Il faut le souligner, cet ajustement se fait non par déplacement (ou abandon) de la pensée du praticien vers le discours scientifique, mais par ajustement de notions scientifiques-techniques au système conceptuel du praticien.

Dans ces conditions, le schéma idéal, selon lequel il suffirait que les agriculteurs assimilent, avec les techniques nouvelles dans leur matérialité, la raison scientifique qui

en fait le sens pour le chercheur ou pour l'enseignant, est illusoire. Il faut en quelque sorte inverser la perspective, en se plaçant, non plus du point de vue de la science, mais du point de vue des praticiens : ce que peut apporter la connaissance scientifique aux praticiens, ce n'est pas le système conceptuel censé commander leurs pratiques, ce sont les moyens d'intégrer des matériaux nouveaux à leur propre système conceptuel, associé à leurs pratiques.

Cette intégration par les individus s'opère, nous l'avons dit, par l'intermédiaire du groupe professionnel local : les gens qui font à peu près la même chose, dans des conditions voisines, et qui constituent une chaîne de rencontres quotidiennes.

Disons-le autrement : même si l'on ne coopère aucunement dans un groupe local au niveau des activités matérielles, on coopère en tout cas, et de plus en plus, à celui de la production des idées sur les choses et les actes.

L'activité de connaissance, telle qu'elle se poursuit ainsi pour l'ajustement des façons locales de voir les choses et d'agir - ce que nous appellerons les *normes locales* - aux changements de situation, est donc marquée par son caractère « dialogique », pour reprendre l'expression de Bakhtine [4]. On ne peut comprendre la structure générale, la composition du discours d'un groupe d'agriculteurs (ou plus généralement d'un groupe de praticiens coactif au moins au niveau des idées), qu'en les rapportant au caractère dialogique (et oral) de sa production.

Et d'un autre côté, on ne peut comprendre les décisions que chaque agriculteur prend dans son exploitation si l'on ne les confronte pas au système de normes locales qui en constitue le cadre. Les normes locales ne disent pas ce qu'on doit faire : elles déterminent seulement le cadre conceptuel et idéologique dans lequel se raisonnent les décisions, et le catalogue des choix possibles.

Pour reprendre l'expression de March et Simon, c'est le groupe qui définit les « *limites de la rationalité* » de l'unité de production [5].

DEUX ORIENTATIONS DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

Actuellement, deux tendances se concurrencent dans les politiques de développement et dans les pratiques. D'un côté, ignorant l'existence et l'importance des normes sociales qui constituent les cadres conceptuels des décisions individuelles, on les court-circuite, en analysant les choses en termes de facteurs propres à l'unité de production, de rationalité interne, et en cherchant à fabriquer des messages adaptés à des classes de cas (à des « types » ou « cibles »).

D'un autre côté, on cherche les moyens d'accroître la coopération entre agriculteurs, par l'échange d'informations, d'idées, d'expériences, et l'élaboration de façons de voir, à la fois communes et diversifiées.

La première tendance est actuellement dominante, et en croissance. Le modèle du marketing séduit de plus en plus dans les organisations agricoles : on définit des cibles, on conçoit des messages adaptés, on les diffuse par les canaux convenables. Ou, sur un plus long terme : on analyse des situations d'exploitation, on conçoit des modèles de développement adaptés à différents cas, on agit auprès des individus. Il va de soi que l'analyse en termes d'unités de production n'est pas critiquable, et que ce n'est pas cela que nous entendons critiquer. Ce qui nous paraît illégitime, par contre, c'est de conduire ces analyses comme si les « *limites de la rationalité* » de l'exploitation agricole se trouvaient dans l'exploitation elle-même. En réalité, en faisant ainsi l'impasse sur le lieu de production des normes, on le déplace du groupe agricole local ou de son extension vers les organisations de recherche et de développement.

En effet, au niveau des actions d'enseignement ou de conseil, la mise à l'écart du groupe local conduit à, et repose sur la perspective d'augmenter la force des liens d'appartenance de chaque agriculteur au groupe qu'il constitue avec son technicien... ou avec les médias, *aux dépens* de la force des liens avec son milieu proche, généralement perçu comme freinant ou empêchant les changements jugés nécessaires.

Ces méthodes sont efficaces à l'intérieur de certaines limites, et peuvent le devenir beaucoup plus qu'elles ne le sont aujourd'hui. Leurs limites résident en premier lieu en ce qu'elles tendent à faire perdre aux agriculteurs le contrôle de leurs actes. De ce fait, ces méthodes tendent à privilégier les systèmes de production et les techniques qui peuvent se concevoir et se commander à distance, laissant peu de marge d'initiative à « l'exécutant » (par exemple : les techniques qui permettent des descriptions bien codifiées des situations, et des programmes d'exécution aisément reproductibles). Elles augmentent la dépendance des agriculteurs à l'égard du conseil ponctuel (« *dès qu'il y a quelque chose de pas normal sur mon blé, je téléphone à mon technicien* » / de coopérative ou de SUAD *) que les organismes fournissent par relation directe ou par les médias. Ces orientations s'inscrivent, en particulier parce qu'elles privilégient certains modèles, dans des processus d'uniformisation des systèmes et moyens de production, et d'élimination des agriculteurs pour qui ces modèles ne conviennent pas.

* SUAD : Service d'utilité agricole de développement (Service de la chambre d'agriculture chargé des actions de développement).

QU'EST-CE QUI EST SPÉCIFIQUE À L'AGRICULTURE ?

Qu'en est-il de la spécificité de l'agriculture, dont aurait à tenir compte l'enseignement agricole ? On peut faire à ce sujet les observations suivantes :

— L'agriculture rejoint le lot commun : ici, comme dans d'autres secteurs, la culture professionnelle locale - celle du groupe agricole local comme celle de l'équipe d'atelier ou de bureau - tend à s'affranchir des communautés d'habitat. De ce point de vue, le « rural », comme l'agricole, perd de sa spécificité. Le « rural », parce que la vie n'y est plus ordonnée par « l'ordre des champs », mais par des accommodements entre des modes de vie et des métiers différents, et l'agricole, parce que le groupe professionnel, dans des communes ou à d'autres niveaux, se différencie comme tel, comme n'importe quel groupe professionnel repérable localement.

— Comme dans tout groupe professionnel où les gens sont en interaction constante, travaillent dans des conditions semblables, et sur une aire géographique limitée, des formes de connaissance propres aux conditions locales se constituent, et durent, en s'adaptant aux changements de situation.

De ce point de vue, il n'y a pas non plus de spécificité de l'agriculture. On peut parler de la culture professionnelle des éleveurs de telles communes de Bretagne ou des Vosges, comme on peut parler de la culture de tel atelier de Budapest ou de Laval.

— Enfin, ce n'est pas seulement dans l'agriculture que la part de conception, dans le travail, tend à s'accroître. C'est aussi le cas dans d'autres secteurs d'activité.

Mais, à partir de là, les choses peuvent prendre deux orientations. L'augmentation de la part des activités de conception - de constitution de normes - peut conduire à une augmentation de la part d'activités de conception de ceux qui exécutent. Dans l'industrie, par exemple, cela pourrait conduire à disposer que les ouvriers ou les employés doivent consacrer autant de temps en réunion que les cadres. Mais cela peut conduire aussi à accentuer la division du travail entre ceux qui conçoivent et ceux qui exécutent, en créant une chaîne constituée d'une quantité de gens qui disent successivement à d'autres ce qu'ils ont à faire, jusqu'au dernier qui, en principe, fait ce qu'on lui dit [6].

Il semble qu'en France, dans l'industrie, les tendances à systématiser ainsi la division du travail conception - exécution soient très fortes, plus fortes que dans d'autres pays, ce qui conduit en particulier à une formation faible des agents dits d'exécution [7].

Il est clair qu'actuellement en France l'agriculture a, elle aussi, pris cette voie, soit que le dernier chaînon de la

division conception - exécution passe entre les agents de développement (des organismes économiques et des institutions à buts non lucratifs) et les agriculteurs petits et moyens, soit qu'il se place au sein même de l'entreprise, lorsque le nombre d'employés de l'exploitation le permet.

A ce niveau aussi, l'agriculture perd sa spécificité : on pourrait parler sous cet angle de « prolétarianisation » des petits producteurs agricoles. Mais c'est peut-être là que réside en même temps l'originalité du secteur agricole : *les possibilités d'alternatives y sont beaucoup plus ouvertes*, actuellement encore, que dans d'autres secteurs.

LA « RUPTURE » ENTRE RAISON PRATIQUE ET RAISON SCIENTIFIQUE

La question centrale qui, à nos yeux, doit être posée au sujet des enseignements agricoles, compte tenu des évolutions que nous venons d'analyser, est donc de savoir *dans quelle perspective on se place : celle d'une accentuation de la division du travail conception - exécution, ou celle d'une augmentation de maîtrise de leur travail par les exécutants eux-mêmes*. (Question qui porte aussi, dans la situation actuelle, sur ce qu'on entend par « former les agriculteurs de demain ». Est-ce former, par exemple, les chefs d'entreprise qui resteront quand le menu fretin aura cessé d'encombrer le foncier ?).

Le premier schéma, celui de l'accentuation de la division du travail, est justifié par l'idée du sens commun que, les sciences étant de plus en plus à l'origine des techniques mises en œuvre par les agriculteurs, la maîtrise de ces techniques relève de la connaissance des principes scientifiques. En quelque sorte, il n'y aurait entre la théorie scientifique et la pratique que la distance de précisions d'application, mises au point par divers relais, dont l'agriculteur lui-même : selon cette croyance, c'est, en dernier ressort, la connaissance scientifique qui commande les actes.

Dès lors qu'est admise cette relation entre la connaissance scientifique et les actes techniques, on peut admettre aussi que plus celui qui effectue les actes est au fait de la connaissance scientifique, et plus il est apte à maîtriser ce qui n'en est que l'application matérielle. L'acceptation de la chaîne de division du travail conception - mise au point des conditions d'application - exécution, ne laisse place, du point de vue de l'enseignement et du conseil qu'à l'alternative suivante : ou on dit aux gens ce qu'ils ont à faire, avec beaucoup de détails, mais sans les principes, et ils le font sans savoir tout à fait le pourquoi de ce qu'ils font, ou on le leur dit avec moins de détails et plus de principes, et ils comprennent pourquoi ils doivent le faire.

L'expérience quotidienne du développement montre pourtant à l'évidence - et nous en avons rapidement indi-

qué les raisons plus haut - que les agriculteurs ne reconnaissent pas la « théorie de leur pratique » dans le discours scientifique.

C'est ce qui nous conduit à chercher des alternatives non pas à l'intérieur du schéma continu : principes scientifiques → mise au point des conditions d'application → exécution, mais à partir d'un autre schéma, reposant sur l'observation que, pour reprendre les termes de Perelman, « la raison pratique » ne s'épuise pas et ne peut pas s'épuiser dans la « raison théorique », ou scientifique. Devant chaque situation nouvelle, en particulier lors de chaque changement technique, les agriculteurs doivent élaborer un système conceptuel qui leur permette de s'y retrouver, de reconstituer la maîtrise de leurs actes et de la situation. Ils le font :

- dans le dialogue, en particulier entre pairs,
- à partir du système conceptuel antérieur, en intégrant des matériaux issus du discours technicien, et sortis de leur contexte conceptuel (processus qu'on peut comparer à l'assimilation de mots étrangers dans une langue).

On parlait beaucoup, il y a quelques années de la « *coupure épistémologique* » nécessaire à la constitution de la raison théorique. Ce que nous proposons, c'est en quelque sorte de reprendre cette notion, mais en inversant le sens du processus : il y a en effet une « *rupture épistémologique* » entre la raison scientifique et les systèmes conceptuels qui conduisent les pratiques, mais le « saut » pour assurer le passage doit être fait en sens inverse.

Cette rupture, ce saut, représentent le travail d'élaboration conceptuelle qu'accomplissent, de façon plus ou moins rapide et plus ou moins pertinente, les agriculteurs ou d'autres praticiens pour transformer la technique issue du travail de chercheurs ou de spécialistes en pensée technique adaptée à leur propre activité matérielle, au *point de vue* objectivement associé à cette activité.

L'alternative se formule donc ainsi :

Comment peut-on aider les agriculteurs dans cette *activité de connaissance*, activité critique à la fois de leurs propres formes de connaissance et de celles qui leur sont proposées. Concrètement, cela signifie : comment peut-on *aider les agriculteurs à résoudre des problèmes*, formulés à partir de leurs propres buts, dans des situations changeantes ? En effet, de la même façon que la connaissance scientifique, la connaissance pratique progresse par successions de formulations et de résolutions de problèmes [8]. Cette aide signifie, en termes d'actions effectives à accomplir avec les agriculteurs en activité, *les aider à effectuer un retour réflexif sur leur propre façon de dire les choses*, pour en augmenter ou en rétablir la pertinence au regard des situations techniques ou économiques nouvelles, ou de buts nouveaux.

Mais cette question, « *comment aider...* », si elle comporte bien entendu une interrogation sur les actions possibles avec des agriculteurs en activité, ne peut être réduite au *hic et nunc* de telles activités [9]. Elle implique que cette interrogation porte aussi sur l'amont :

— comment peut-on, au cours de la formation initiale, préparer ces agriculteurs ou d'autres praticiens à cette activité ?

— comment peut-on former des agents capables de les assister ?

Et ces questions, et les buts qui les justifient, entraînent d'autres questions, sur la cohérence entre ces buts et les buts et méthodes des enseignements, sur les conditions requises, en termes de programmes et de méthodes pédagogiques, pour les atteindre.

JUSQU'À QUEL POINT PEUT-ON DIALOGUER SCIENTIFIQUEMENT ?

Quelles conditions devraient être remplies pour que la formation des agents de développement et des agriculteurs contribue à ce déplacement de perspective des relations entre science et techniques effectives ?

Un tel déplacement suppose en premier lieu qu'il soit possible de l'envisager, du point de vue de la connaissance elle-même, et du point de vue des positions sociales des acteurs. Par exemple, les enseignants ne peuvent pas, que ce soit de l'un ou l'autre point de vue, se résoudre à considérer de futurs agriculteurs (ou autres praticiens) comme créateurs de connaissance, si eux-mêmes sont réduits à être considérés et à se considérer comme simples relais de savoir.

Il serait utile de pousser plus avant dans cette direction et dans d'autres. Une question cependant nous paraît centrale, et nous en examinerons quelques aspects pour conclure.

Cette question peut-être formulée ainsi : comment peut-on associer, aux formes propres à l'élaboration des connaissances dans les groupes d'agriculteurs, les exigences propres à la raison scientifique d'aujourd'hui, dont leurs techniques actuelles portent nécessairement la marque (association qui conditionne la liberté de choix) ?

On voit bien que cela implique en premier lieu le but de rendre familiers les méthodes et les raisonnements expérimentaux, les *significations* des notions statistiques (et non seulement les méthodes de calcul), l'étude des phénomènes en termes de systèmes, et de probabilités.

Cette orientation n'a rien de spécifique : elle serait sans doute souhaitable dans d'autres secteurs. Ce qui est spécifique - outre que choisir comme point d'appui principal, pour familiariser avec l'esprit des sciences d'aujourd'hui, les sciences du vivant, avec leurs spécificités, correspondrait sans doute bien aux spécificités de l'agri-

culture - c'est que cela peut, plus sans doute que dans tout autre secteur d'activité, être expérimenté, et produire des effets vérifiables.

La question de savoir comment associer quelque chose de l'esprit scientifique d'aujourd'hui aux formes habituelles de l'élaboration des connaissances dans les groupes d'agriculteurs, implique de chercher comment cet esprit de la connaissance scientifique peut s'accommoder des conditions propres aux activités de connaissance des praticiens.

On peut repérer à ce sujet quelques zones de difficultés :

— L'élaboration de connaissance, chez les agriculteurs, s'opère dans et par le dialogue, forme qui privilégie « l'argumentation » aux dépens de la « démonstration », pour reprendre la distinction de Perelman [10]. L'argumentation est soumise à la recherche des moyens de convaincre les interlocuteurs. Elle n'est pas « contraignante » comme la démonstration, elle n'est pas isolable des situations.

— Plus généralement, le raisonnement pratique (pour savoir quoi faire) n'a pas les mêmes caractéristiques que le raisonnement théorique : il n'a pas les mêmes fonctions [11]. Comment les moments de l'un et de l'autre (un raisonnement scientifique peut s'enchaîner sur un raisonnement pratique) peuvent-ils s'articuler, comment les agriculteurs eux-mêmes dans le dialogue peuvent-ils établir les domaines ?

— L'activité réflexive sur son propre discours - moyen de sa transformation - s'exerce presque uniquement de façon orale, alors que l'activité scientifique est essentiellement fondée sur les propriétés de l'écrit [12].

— Les connaissances scientifiques se présentent comme systèmes cohérents explicites (chaque élément est défini par référence à sa position dans l'ensemble), alors que la connaissance des praticiens procède par emprunt d'éléments dissociés de leurs systèmes d'origine [13].

Jean-Pierre DARRÉ,
Responsable scientifique
du Groupe d'expérimentation et de recherche
pour un développement agricole local (GERDAL)

Notes bibliographiques

[1] La pertinence du niveau communal est confirmée par les expériences conduites par le GERDAL (Groupe d'Expérimentation et de Recherche pour un Développement Agricole Local) dans plusieurs départements. Voir *Cahiers du Gerdal*, n° 3 et 4, Paris, GERDAL, 1985.

[2] Sur les différences et relations entre raisonnement scientifique et raisonnement pratique, voir C. Perelman, « Le raisonnement pratique » dans *Le champ de l'argumentation*, Bruxelles, Presses Universitaires de Bruxelles, 1970, pp. 183-192 et J.P. Darré, « Pour se débarras-

ser du consensus empiriste », *Cahiers du Gerdal*, n° 2, Paris, GERDAL, 1984, 35 p.

[3] Cf. l'analyse de la forme et des voies de transformation d'un système de pensée, concernant l'alimentation des animaux, dans J.P. Darré, *La parole et la technique. L'univers de pensée des éleveurs du Ternois*, Paris, L'Harmattan, 1985, 196 p.. Voir aussi, à propos des façons de concevoir les cultures, M.C. Pingaut, « Le langage de l'assolement », dans *L'Homme*, XIII, 3, 1973, pp. 163-175.

[4] Bakhtine (Volochinov V.N.), *Le marxisme et la philosophie du langage*, trad. française de M. Yaguello, Paris, Editions de Minuit, 1977 (original russe - 1929), 233 p. (Coll. « Le sens commun »).

[5] J.L. March et H. Simon - *Les organisations* - Paris, Dunod, 1964.

[6] Sur cette chaîne, analysée du point de vue de ceux qui occupent la place du dernier maillon, voir I. Oddone et alii, *Redécouvrir l'expérience ouvrière*, Rome, Einaudi, 1977, trad. française : Paris, Ed. Sociales, 1981.

[7] Cf. par exemple à ce sujet, pour la comparaison avec l'Allemagne, L. Tanguy et A. Kieffer, *L'école et l'entreprise. L'expérience des deux Allemagnes*, Paris, La Documentation Française, 1982.

[8] G. Canguilhem, *Études d'histoire et de philosophie des sciences*, Paris, Vrin, 1968, 394 p. et J. Schlanger, *Le comique des idées*, Paris, Gallimard, 1977, 166 p.

[9] Des réponses à la question « comment aider... » sont expérimentées par le GERDAL, en particulier à partir de solutions proposées dans J.P. Darré, *Liberté et efficacité des groupes de travail*, Paris, Editions Ouvrières, 1978, 231 p.

[10] Perelman, *ibid.*, « Les cadres sociaux de l'argumentation », pp. 24-40.

[11] Perelman, *ibid.*, « Le raisonnement pratique », pp. 183-192.

[12] Sur le rôle de l'écriture dans certaines formes d'activité de connaissance, voir J. Goody, *La raison graphique*, Paris, Editions de Minuit, 1979, en particulier « Écriture, esprit critique et progrès de la connaissance », pp. 85-107.

[13] Nous avons laissé de côté, parce que tel n'était pas notre sujet, un aspect très important et spécifique de l'enseignement aux agriculteurs. Par suite d'un dépérissement des apprentissages familiaux (dû par exemple à des changements de production, au temps passé à l'école) et parfois, en raison de leur inadaptation aux conditions actuelles de travail, des agriculteurs se trouvent démunis de savoir-faire, qui, pour les générations précédentes, allait sans dire.

Deux domaines peuvent être en particulier cités : la contention des animaux (voir à ce sujet, les recherches et les formations conduites par Nicole Bochet, à l'ITEB) et le travail du sol.
